N°067 | Jeudi 25 avril 2024 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA

IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

ECO FINANCE

Comment la BOAD accompagne les secteurs public et surtout privé dans le domaine des TICs ?

P.2

POLITIQUE

Récit de la campagne électorale sur le terrain et sur les réseaux sociaux

P. 3

L'INTERVIEW POLITIQUE

MIMI BOSSOU-SOEDJEDE,

ACTRICE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, CANDIDATE INDÉPENDANTE DANS LE GOLFE

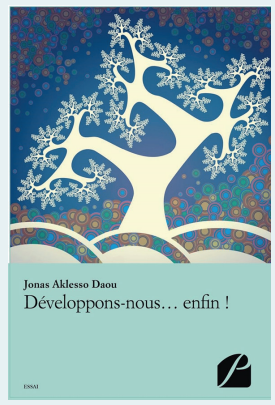
« Je veux soutenir des lois qui facilitent la vie aux togolais sans exception»

P. 4

LITTÉRATURE

Développons-nous… enfin ! : Jonas Daou, l'Afrique de tous les possibles

P. 7



PÂQUES ET MOIS DE RAMADAN

BOA-TOGO était au chevet des veuves et des orphelins

P. 5

Le concours de récitation du Saint Coran a été soutenu par Coris Bank International BARAKA-Togo

P. 5

UN MONDE DE COM !

Booster votre visibilité sur LinkedIn maximisez votre visibilité professionnelle avec Binta Barry et Alain Gaba

P. 6

Comment la BOAD accompagne les secteurs public et surtout privé dans le domaine des TICs ?

Dans le cadre de son plan stratégique DJOLIBA, la BOAD investit 2,1 milliards de dollars américains des infrastructures et l'économie numérique dans la zone UEMOA, pour 2021-2025, soit 35% de son engagement global pour cette période.

Depuis sa création jusqu'à fin décembre 2022, la BOAD a contribué à la réalisation de 44 projets dans le domaine des TIC dont 20 publics et 24 privés.

Parmi près 240 milliards FCFA alloués pour financer ces projets, 63% ont été injectés dans le secteur privé et 37% consacrés aux projets des gouvernements des Etats-membres de l'UEMOA.

La BOAD a soutenu le développement de la téléphonie mobile, l'agrandissement et la modernisation des réseaux et la mise en place de la fibre optique.

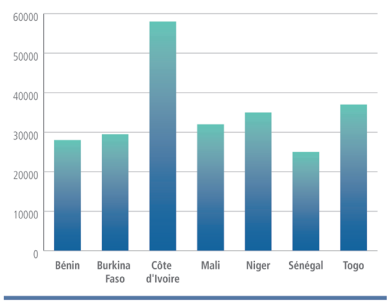
Au Togo, le secteur des TICs a reçu 35 milliards de francs CFA de la part de la BOAD au cours des 50 ans d'existence de la banque, ce qui représente 4 % des 848 milliards de francs CFA de financement accordés par la Banque au pays. En 2021, la BOAD avait accordée un financement de 20 milliards FCFA pour l'extension et la modernisation du réseau de l'opérateur Togocom.

L' engagement de la BOAD pour l'économie numérique vise à aider des populations à accéder de manière inclusive et sécurisé aux services de communications électroniques innovants et fiables, à moderniser les infrastructures de communications électroniques et à interconnecter les États de l'UEMOA pour un espace et un marché numérique intégré et unique et à accélérer et à accompagner la transition digitale des administrations publiques et du secteur privé.

Joseph MB

2 | BACKGROUND DE LA BOAD DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Répartition des financements réalisés par les pays membres



Poids des projets TICs dans les financements accordés par la BOAD

Pays	Engagement global BOAD	Engagement TIC	% TIC sur engagement Global
Bénin	938 386	27 618	2,9%
Burkina Faso	772 019	28 650	3,7%
Côte d'Ivoire	1 395 533	56 950	4,1%
Mali	668 621	33 615	5%
Sénégal	1 160 973	26 283	2,3%
Togo	847 703	35 634	4,2%
TOTAL	6 844 830	240 811	

On note une moyenne de **6 projets par pays** sur la période allant de 1973-2023 (hors Guinée Bissau).

Le financement moyen sollicité par projet s'élève à environ 5 475 MFCFA et à **34 401 MFCFA** par pays sur toute la période.

Les projets TICs représentent moins de 4% des financements globaux accordés par la BOAD.

Le Niger se démarque avec un taux de 5% des financements consacrés à l'Economie Numérique.

source : BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), partenaire du Cyber Africa Forum 2024

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a pris part, en qualité de partenaire institutionnel, au Cyber Africa Forum. L'édition 2024, placée sous le thème "Risques cybernétiques et Intelligence Artificielle: quelles stratégies de défense face aux nouvelles menaces numériques ?", offrira aux participants, l'opportunité de partager leurs expériences, en échangeant sur les défis majeurs de la cybersécurité et des solutions pour contrer les nouvelles menaces cybernétiques.

Le Cyber Africa Forum 2024 présente une analyse des enjeux et opportunités de l'Intelligence Artificielle (IA).

Le Forum mise sur le renforcement des partenariats public-privé pour consilider la réponse collective aux défis numériques émergents. La délégation de la BOAD, conduite par Monsieur Moustapha BEN-BARKA, Vice-président du pôle Finance et Investissement, interviendra sur les thématiques de la transition numérique et de la digitalisation, mais aussi sur les opportunités d'investissements dans le numérique.

L'économie numérique constitue l'un des cinq axes prioritaires du plan stratégique Djoliba 2021-2025 de la BOAD. A ce titre, la Banque a défini une stratégie sectorielle d'intervention, portée par sa mission, qui vise à : « Contribuer au développement d'un secteur du numérique résilient, abordable, sûr et inclusif, favorisant l'intégration sous-régionale et la mise en place d'un marché numérique commun, levier de croissance des économies de l'espace UEMOA ».

L'Institution commune de financement du développement de l'UEMOA accompagne les Etats et les opérateurs privés dans leurs projets d'aménagement numérique des territoires et le déploiement des infrastructures de services numériques.

La BOAD contribue ainsi à la transformation digitale des services aux citoyens, à travers la mise en place de plateformes de services numériques dans les secteurs prioritaires de la Santé, de l'Education, de l'Agriculture, la Finance et du Commerce. Plus encore, elle soutient le renforcement des capacités et des compétences numériques, qui visent l'éclosion de l'industrie numérique de la zone UEMOA.

L'action de la BOAD accompagnera les projets des Etats et des opérateurs du secteur privé, par l'octroi de financements et par la mise en valeur d'initiatives émanant de partenaires comme la Commission de l'UEMOA, la KfW, l'OIF, SMART AFRICA, ou encore, le Ci20.

Exprimant l'engagement de la Banque, Mr Moustapha BEN-BARKA affirmait dans son allocution, lors de la cérémonie d'ouverture du Cyber Africa Forum : *« Notre participation au Cyber Africa Forum illustre notre volonté de renforcer les investissements de notre Institution en faveur du numérique, avec un accent particulier mis sur la cybersécurité. Le montant global des financements de la BOAD dans le secteur du numérique est passé de 15 000 MFCFA en 2022 à 40 000 MFCFA en 2023, et devrait connaître une forte croissance au cours des prochaines années. »*

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
Relatif à la perception de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe Professionnelle Unique **(TPU)** des Transporteurs Routiers communément appelée **« trimestre »** que la perception de ladite taxe au titre du premier trimestre 2024 se poursuit conformément aux dispositions de l'**article 57 du Livre des Procédures Fiscales.**

Les contrôles du paiement de ladite taxe débutent pour compter du **02 mai 2024** sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 22 avril 2024

Le Commissaire Général

Signé

Philippe Kokou B. TCHODIE

8201 | www.otr.tg | +228 90 99 41 01 | FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

NOTE D'INFORMATION DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
Relative à l'assujettissement des immeubles d'habitation secondaires à la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)

Le Commissaire Général porte à la connaissance de tous les propriétaires d'immeubles à usage d'habitation que suite à la modification de l'article 261-8 du Code général des impôts (CGI), apportée par la loi N° 2023-017 du 27 décembre 2023 portant loi de finances exercice 2024, les immeubles d'habitation secondaires sont désormais imposables à la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB).

En effet, conformément aux nouvelles dispositions, l'exonération de la TFPB sur les immeubles d'habitation ne concerne désormais que l'immeuble d'habitation principale unique pour l'ensemble du territoire togolais.

Ainsi, à compter du 1er janvier 2024, les immeubles d'habitation secondaires, appartenant aux personnes physiques, ne bénéficient plus de l'exonération permanente de la Taxe Foncière sur les Propriétés Baties (TFPB).

Tous les immeubles secondaires servant à l'habitation sont imposables à la taxe foncière, quel que soit le montant de la valeur locative et indépendamment de l'identité des occupants ou de leur lien de filiation à l'égard du propriétaire.

Le Commissaire Général compte sur l'adhésion et le civisme fiscal de tous pour le respect de ces nouvelles dispositions.

Fait à Lomé, le 12 avril 2024

Le Commissaire Général

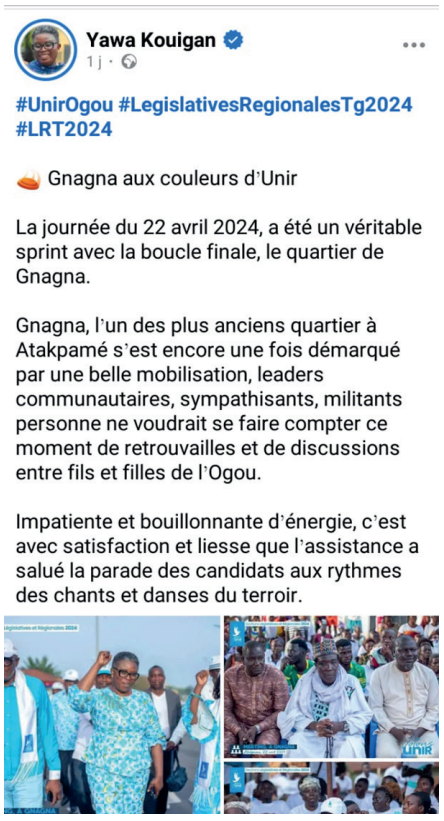
Signé

Philippe Kokou B. TCHODIE

8201 | www.otr.tg | +228 90 99 41 01 | FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

Récit de la campagne électorale sur le terrain et sur les réseaux sociaux

Ce 29 avril connaitra un double scrutin inédit. Pour la première fois, les élections régionales seront organisées et couplées avec les législatives. Le scrutin aura également valeur de référendum sur la nouvelle constitution qui réforme le régime présidentiel. La nouvelle constitution prévoit, si elle est promulguée par le président de la République, que le chef du parti majoritaire ou de la coalition de partis majoritaires à l'Assemblée nationale devient, de facto, président du Conseil et chef du gouvernement. Elle prévoit aussi que le Parlement, réuni en congrès, élise le président de la République.



Une publication sur la page facebook de Yawa Kouigan

Les milliers de candidats aux législatives et régionales sont en campagne électorale depuis samedi 13 avril. La Force Sécurité Élections législatives et régionales (FOSELR 2024) qui veille au bon déroulement de la campagne informe que 1235 meetings, 250 caravanes et 146 démarches en porte-à-porte se sont déroulés dans le calme et la tranquillité pendant cinq jours du 18 au 21 avril.

Les partis et leurs militants s'engagent sur le terrain pour mettre en œuvre différentes stratégies de campagne, établissent un calendrier qu'ils transmettent au préalable aux autorités qui assurent la sécurité du processus électoral. L'ambiance est festive sur le terrain. Les candidats haranguent la foule, lèvent des poings, reçoivent la bénédiction des gens, dansent et se réjouissent.

Au cours de cette campagne, les partis et leurs militants informent les électeurs sur le processus de vote, comment reconnaître le candidat du parti sur le bulletin de vote et comment matérialiser son choix.

Une campagne paisible

La campagne se passe, comme lors des dernières années, sans aucune violence. Les partis politiques, notamment le parti UNIR au pouvoir, invitaient souvent leurs militants et sympathisants à mesurer leurs propos envers les adversaires politiques.

Au cours de la journée du 22 avril qui a connu 350 meetings, 11 caravanes et 64 portes à portes, seuls deux incidents ont été enregistrés, d'après le rapport de la FOSELR 2024 : un refus de passage d'une caravane sur un pont de fortune dans le canton de Warengo dans la préfecture de la Kéran par un groupe de jeunes, puis une interdiction du meeting d'un parti par un villageois armé de machette dans le canton de Katomé dans le moyen-mono. « Ces incidents ont été dissipés par l'intervention de la FOSELR 2024, appuyée par certaines autorités locales », affirme la force de sécurité. Celle-ci rend quotidiennement un rapport sur sa mission de couverture sécuritaire du processus électoral sur toute l'étendue du territoire national et les problèmes relevés au cours de la campagne.

Une campagne sur les réseaux sociaux

Plusieurs mini-vidéos des réunions, meetings, manifestations, rencontres inattendues circulent dans la communauté togolaise sur le réseau social tiktok qui est devenu un élément incontournable de la campagne, en raison de son usage additif par des internautes. Ces mini-vidéos sont réalisées sur des smartphones de candidats eux-mêmes, de militants, de sympathisants et d'internautes, d'autres avec les caméras professionnelles des équipes de communication des partis et des candidats.

Une publication sur la page facebook de Jean Pierre Fabre

Des web-humoristes sont mis à contribution pour des mini-videos. Comme l'a fait le parti BATIR.

Des mini-vidéos témoignent de la proximité et de la simplicité de ces candidats.

Certains candidats indépendants « influenceurs » bénéficient d'un coup de pouce de leurs collègues influenceurs qui leur mettent à disposition, leur talent comique.

Les réseaux sociaux permettent de faire découvrir de nombreux candidats en dehors de leur zone électorale. Sur le réseau social facebook, le président du NET, multiple les petits comptes rendus sous forme d'images et de mini-vidéos. De nombreux candidats du parti UNIR ont un compte sur facebook. Le Premier ministre, Victoire Tomehah-Dogbe, la présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Tsegan, l'ancien Premier Ministre Selom Klassou ou certains ministres dans la course aux élections telles que le ministre Affo Atcha –Dedji lancent des appels à un vote massif en faveur de leur parti, via leur page facebook.

La ministre de la communication, Yawa Kouigan, continue à être active sur les réseaux sociaux, partageant des messages et des photos de sa campagne.

Jean-Pierre Fabre, Eric Dupy de l'Alliance nationale pour le changement, Brigitte Johsnon de la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP) font des comptes rendus également sur les réseaux sociaux. La campagne sur les réseaux sociaux est, avant tout esthétique. Rares sont les candidats absents des réseaux sociaux, car personne ne souhaite céder ce terrain à son adversaire.

Joseph MB

La candidate Victoire Tomegah-Dogbé ratisse large dans la préfecture de Vo

Le Premier-ministre, Victoire Tomegah-Dogbé mène sur le terrain une campagne de proximité dans les villages et les hameaux.

Habillée souvent, d'une chemise ou d'une robe, la tête couverte d'une casquette, le tout au couleur du parti, Victoire Tomegah-Dogbé, tête de liste des candidats du parti UNIR dans le Vo, est allé dans une cinquantaine de villages, pour sensibiliser et mobiliser les communautés locales.

A chaque étape, les messages de la cheffe de gouvernement soulignent les actions salutaires entreprises par le président de la République, Faure Essozimna GNASSINGBE pour l'amélioration des conditions de vie des populations togolaises et en particulier, celles des couches les plus vulnérables, notamment dans le Vo. Compte des résultats déjà obtenus et des défis majeurs actuels et ceux qui se profilent à l'horizon, Madame Tomegah-Dogbé souhaite un vote massif pour le parti UNIR.

Elle encourage la population à faire face ensemble aux défis du développement dans les localités. Elle pousse également à militer pour des valeurs de l'UNIR telles que la paix, l'union, et la solidarité.

Les populations bien conscientes des efforts faits pour eux, n'ont pas manqué de doléances, tout en rassurant le parti de sa victoire le soir du 29 avril.

Lors de ces rencontres, les militants informent les électeurs sur le processus de vote. La foule est entretenue, au moyen d'un spécimen du bulletin de vote, sur comment elle devra voter le jour du scrutin.

L'ambiance est festive d'un village à un autre, avec des chants et des danses, des groupes folkloriques.

Joseph MB

MIMI BOSSOU-SOEDJEDE, actrice de la société civile, candidate indépendante dans le Golfe :

« Je veux soutenir des lois qui facilitent la vie aux Togolais sans exception»

Actrice de la société civile, directrice de la Maison TV5MONDE, Essivi Mimi Bossou-Soedjede, déjà conseillère municipale dans la commune du Golfe 5, est candidate aux élections législatives 2024 et tête de liste du groupe indépendant «LES ENGAGES». Elle nous explique les valeurs qu'elle défend et les raisons de son engagement.

Essivi Mimi Bossou-Soedjede

Vous êtes candidate dans le Grand Lomé aux législatives. Quelles valeurs voulez-vous porter ?

Nous portons des valeurs de respect des textes et lois de la République. Nos premiers pas vers l'Assemblée Nationale le témoignent puisque notre liste de candidats comporte huit femmes et huit hommes pour faire la parité telle que l'exigent les textes des élections législatives.

Nous nous engageons pour la loyauté au peuple que nous irons représenter. Cette loyauté va se traduire par nos comptes rendus de ce qui se fera à l'Assemblée nationale, la prise en compte des aspirations du peuple dans les lois que nous voterons et dans le contrôle de l'action du gouvernement.

Vivant avec nos concitoyens et ayant part aux mêmes situations économiques et sociales qu'eux, nous porteront leurs ambitions et leurs ressentis dans tout ce que nous ferons à l'Assemblée nationale.

Toutes nos actions auront pour socle, l'intérêt général, le bien-être de chaque togolais et le bien vivre ensemble.

Nous portons toutes ces valeurs dans les cinq chapitres et 40 sous-chapitres de notre programme de société à cette élection que les gens peuvent obtenir en écrivant sur Whatsapp au 97 93 34 61.

Les cinq chapitres sont : 1- la cohésion et la justice sociale, 2- la bonne gouvernance, 3- le développement économique, social, culturel et environnemental, 4- L'éducation, la formation, l'employabilité, l'engagement citoyen et politique, de la jeunesse, 5- La proximité avec les citoyens

Les Togolais veulent accéder au logement, à la nourriture, à l'emploi, aux soins de santé ...Quels sont vos principales promesses sur ces questions ?

Le premier rôle du député est de voter des lois issues des propositions de lois des députés et des projets de lois soumis par l'exécutif. Son second rôle est de contrôler l'action du gouvernement afin que ses actions répondent aux attentes et besoins des populations. Dans ce second contrôle, le député procède par interpellation avec des questions orales et des orientations.

Le logement, l'éducation, le panier de la ménagère, la santé… tout cela sera traduit dans les lois, dans le contrôle de l'action gouvernementale afin de garantir que toutes les décisions, actions, projets et programmes du gouvernement convergent vers la réponse à ces besoins du peuple.

La mission du député est donc de légiférer et d'amener le gouvernement à apporter des solutions aux besoins de la population. Mais, je dois préciser que, dans la proximité que nous promouvons avec le peuple, et dans la position de député plus proche des partenaires, plus proche des bailleurs de fonds et plus proche des décideurs, nous n'hésiterons pas à initier des projets sociaux. En continuité de ce que nous faisions déjà, il s'agira de faire plus et mieux encore.

En effet, je travaille sur le terrain depuis 20 ans avec les enfants, les adolescents, les jeunes, les femmes, les familles, les écoles, et les communautés. Je comprends ce que vivent mes concitoyens.

Je suis en contact avec les gens. Je partage leurs quotidiens. Comme le dit notre slogan, «Il est temps». Il est temps que nous nous engageons davantage pour le bien-être de la population.

Notre leitmotiv : des Lois justes et équitables ; un contrôle efficace de l'action du gouvernement, des établissements, entreprises et services publics ; une proximité avec les citoyens ainsi que des actions et projets au profit de la population sur le terrain.

Si vous êtes élue, quel sera votre combat prioritaire ?

Le problème des enfants de la rue me préoccupe et la situation des jeunes entrepreneurs qui croupissent sous les dettes m'indigne. L'apport de la société civile est grand et doit être encadré, accompagné et valorisé. Des lois dans ce sens seront mes priorités.

La connaissance des lois par les populations, l'éducation civique et politique seront une nécessité.

Moi, député à l'Assemblée nationale, je m'érigerai en défenseure du respect et application des textes et lois. Des lois existantes protègent les citoyens, les encadrent, les encouragent, mais force est de constater que beaucoup d'entre elles ne sont pas mises en application.

Je lutterai pour que nous revisitions les textes qui existent déjà afin de faire modifier ceux qui doivent l'être pour les adapter aux réalités de l'heure.

Si les lois et textes étaient respectés, les problèmes de logement seraient amoindris. Les litiges fonciers qui constituent la majorité des affaires entendues par les tribunaux seront moins importants.

A l'Assemblée Nationale, nous veillerons à ce que le peuple soit le premier bénéficiaire des lois, et que l'intérêt général soit promu.

Comment vous démarquerez-vous des autres listes ?

Notre liste a respecté les textes pour faire la parité. Il n'y a pas d'autres listes qui l'aient fait.

Nous sommes un groupe indépendant et nous ne sommes pas coincés par des orientations et disciplines politiques.

Pour nous, la politique oui, mais au-delà de la politique, l'Assemblée doit se pencher davantage sur les problèmes économiques, sociaux, culturels et environnemental.

Quel atout représente la présence d'une femme issue de la société civile ?

Je suis connue comme une femme de terrain qui va dans les villages, dans les villes, qui est auprès des jeunes et qui porte la voix de la jeunesse.

J'ai fait cela pendant 20 ans, et donc pourquoi ne pas continuer sous une autre forme ? J'ai le pragmatisme de l'action sur le terrain et je le ferai davantage, car c'était déjà une mission pour moi. Je crois que les citoyens en tiendront compte pour savoir que ce ne sont pas des promesses vaines. Je suis femme et fière de l'être, épouse et mère. Gérer la cellule familiale qui repose davantage sur l'épaule des femmes dans nos cultures, c'est comme porter le destin d'un pays. Voilà tout l'avantage de mon statut.

Comment se passe votre campagne ?

La campagne se déroule bien. Nous éduquons la population à tenir compte des programmes de société de ceux qui les représenteront. Nous sommes dans la pédagogie pour l'éducation citoyenne et politique

Nous privilégions la campagne de proximité pour parler, convaincre, expliquer, en insistant sur le rôle de celles et ceux qui vont représenter la population à l'Assemblée nationale.

Nous avons notre programme de société en cinq chapitres et 40 sous-chapitres que nous présentons aux électeurs.

Nous n'organisons pas de caravanes et de meetings, parce que toutes ces activités sont budgétivores. Et pour beaucoup d'organisateurs, c'est une démonstration de force. Nous sommes de la société civile et nous connaissons les difficultés financières que rencontrent beaucoup de nos concitoyens. Nous pensons que l'argent de ces actions peut être utilisé pour des actions sociales et de solidarité.

PÂQUES ET MOIS DE RAMADAN :

BOA-TOGO était au chevet des veuves et des orphelins

BOA-TOGO a soutenu deux associations d'aide aux femmes veuves et aux orphelins, dans le cadre de sa traditionnelle campagne de dons pour la célébration de fête de Pâques et du mois de Ramadan.
Les bénéficiaires, l'AIEPC (Association Islamique de l'entretien des lieux publics et confessionnels), à Agoè Zongo, et l'ALEDTOG (Association Lumière des Enfants Déshérités du Togo), à Amlamé, ont reçu des denrées alimentaires, riz, spaghettis, sucre, l'huile, lait afin d'aider leurs membres à traverser cette période difficile.
BANK OF AFRICA TOGO continue donc à s'investir auprès des communautés locales dans le cadre de ses actions de responsabilité sociale d'entreprise (RSE).
« Cette action témoigne de l'engagement continu de BOA-TOGO à contribuer au bien-être des communautés locales et à promouvoir le développement social et économique durable » indique les responsables de la banque qui précisent encore que : « La banque est fière de jouer un rôle actif dans la lutte contre la précarité et reste déterminée à apporter son soutien là où il est le plus nécessaire. »

Imagine Demain

Le concours de récitation du Saint Coran a été soutenu par Coris Bank International BARAKA-Togo

Des candidats lors du concours

Au Togo, la 28e édition du Concours national de récitation du Saint Coran (CNRSC) a réussi toutes ses promesses, grâce à Coris Bank International Baraka qui est le sponsor officiel de l'événement.
Le concours s'est terminé dimanche 24 mars 2024 au Palais des Congrès de Lomé, après les éliminations par préfecture dépêchées depuis décembre 2023, et les demi-finales disputées comme d' habitude à Atakpamé et à Kara.

Remise de prix par le DG CBI- Togo

Pour réciter la Saint Coran, les candidats élèves et étudiants des deux sexes étaient répartis en cinq catégories : Nabaï (1/30 du Saint Coran), Moudjaadala (2/30 du Saint Coran), Yassin (1/4 du Saint Coran), Kahf (la moitié du Saint Coran) et Kamil (tout le Saint Coran).
C'est le candidat Goma Tairou de la catégorie Kamil qui a remporté le premier prix.
Porté par l'Association des Élèves et Étudiants Musulmans du Togo (AEEMT), le CNRSC vise à stimuler les élèves à la lecture du Saint Coran et à la mémorisation de ce livre saint.
Cette année, l'événement a porté sur le thème : « L'Islam, religion du vivre ensemble » et a vu la participation de vingt-et-un candidats venant de toutes les régions du pays ainsi qu'un du Bénin.
Goma Tairou, «Le champion des champions», a remporté un million de francs CFA ainsi que d'autres cadeaux. Les deux meilleurs de chacune des cinq catégories ont été récompensés, totalisant dix lauréats avec des prix allant de 150 000 à un million de francs CFA.
Par ailleurs, chaque finaliste a reçu un prix de consolation et un certificat de participation. Le vainqueur du concours représentera le Togo au Maroc pour la phase continentale de la Récitation du Saint Coran.
Cette édition a connu un franc succès grâce à l'engagement de Coris Bank International Baraka. En tant qu'acteur de la finance islamique au Togo, cette institution bancaire dirigée par Alassane Kabore a pour la troisième année consécutive, associé son image à l'événement en fournissant un soutien financier et un lot de gadgets au comité d'organisation.
Depuis son lancement au Togo en 2020, Coris Bank International Baraka s'est distinguée par ses activités adaptées à son engagement. Cette branche islamique de Coris Bank Internationale Togo démontre son engagement envers l'Islam, en offrant des services adaptés et respectueux des principes charaïques. La banque a un réseau d'agences en cours de développement, avec une agence principale au carrefour 3K et quatre bureaux, notamment à Atakpamé, Sokodé, et bientôt à Agoè-Atchanvé et Kpalimé.

Amen LeSaint

L'impact des médias traditionnels vs numériques dans la diffusion des messages politiques

*Par **Cyrille DJAMI**, consultant en communication stratégique et d'influence*

Dans le paysage complexe des campagnes politiques modernes, la bataille pour capter l'attention et influencer les électeurs se joue sur deux fronts majeurs : les médias traditionnels et les médias numériques. La télévision, la radio et les journaux traditionnels se disputent l'audience avec les réseaux sociaux et les sites web, chacun offrant des avantages uniques et des défis particuliers pour les candidats cherchant à diffuser leurs messages politiques. Dans cet article, nous plongeons dans ce débat captivant pour comparer l'efficacité relative de ces médias dans la transmission des messages politiques.

Les médias traditionnels : portée et crédibilité

Les médias traditionnels, tels que la télévision, la radio et les journaux, ont longtemps été des piliers de la communication politique. Leur portée massive, touchant des millions de personnes à travers les émissions nationales ou locales, offre une plateforme inégalée pour les candidats. La télévision, en particulier, reste un outil puissant pour présenter des discours, des débats et des publicités politiques. De plus, ces médias jouissent souvent d'une crédibilité accrue, les auditeurs et les téléspectateurs percevant souvent les informations diffusées comme fiables et dignes de confiance.

Cependant, cette portée et cette crédibilité ne viennent pas sans inconvénients. Les coûts élevés associés à la publicité télévisée limitent souvent l'accès des candidats avec des budgets restreints. De plus, la fragmentation croissante de l'audience télévisuelle et l'érosion des audiences des journaux et de la radio au profit des médias numériques posent des défis aux stratèges politiques traditionnels.

Les médias numériques : engagement et ciblage

En contraste, les médias numériques ont émergé depuis quelques petites années, comme une force majeure dans la communication politique en Afrique. Les réseaux sociaux, avec leur capacité à créer des interactions directes et personnalisées avec les électeurs, offrent un niveau d'engagement sans précédent. En effet, les candidats peuvent cibler spécifiquement des groupes démographiques ou géographiques précis, maximisant ainsi l'efficacité de leurs messages.

La viralité est un autre atout des médias numériques. Un simple post ou tweet peut devenir viral en quelques heures, atteignant des millions de personnes à travers le monde. Cela peut être un outil puissant pour les campagnes politiques, permettant une amplification rapide des messages et des idées. Par exemple, la campagne présidentielle de 2008 aux États-Unis, menée par Barack Obama, a largement utilisé les réseaux sociaux pour mobiliser les jeunes électeurs et encourager la participation. Idem pour Bassirou Diomaye Faye, candidat du principal parti d'opposition sénégalais qui a remporté l'élection présidentielle dès le premier tour, dimanche 24 mars 2024.

Cependant, cette amplification peut aussi être un risque, car les informations inexactes ou trompeuses peuvent se propager rapidement sans contrôle adéquat. Les défis éthiques liés à la désinformation en ligne deviennent donc des préoccupations majeures pour les stratèges politiques.

Comparaison des résultats et tendances émergentes

En termes d'impact et d'influence, les médias numériques semblent souvent surpasser leurs homologues traditionnels, surtout parmi les jeunes électeurs et les populations urbaines. Les campagnes politiques réussies récemment, telles que celles de Donald Trump en 2016 aux Etats-Unis, d'Emmanuel Macron en 2017 en France ou encore de William Ruto en 2022 au Kenya, ont largement exploité les médias numériques pour mobiliser les électeurs.

Pourtant, les tendances émergentes montrent que les stratégies les plus efficaces combinent souvent les deux approches. Les campagnes intelligentes utilisent la télévision pour atteindre les électeurs plus âgés et les médias numériques pour cibler les jeunes. La personnalisation des messages politiques en fonction des plateformes et des publics est devenue essentielle pour maximiser l'impact.

Le futur de la communication politique

En guise de conclusion, fort est de constater que le débat entre médias traditionnels et numériques dans la diffusion des messages politiques est loin d'être résolu. Chaque plateforme offre des avantages uniques et des défis spécifiques, et les campagnes politiques modernes doivent naviguer habilement entre ces deux mondes. L'avenir de la communication politique réside probablement dans une combinaison stratégique des deux, exploitant la portée et la crédibilité des médias traditionnels tout en capitalisant sur l'engagement et la viralité des médias numériques. À mesure que la technologie évolue et que les comportements médiatiques changent, les candidats politiques devront continuer à s'adapter pour rester pertinents et efficaces dans leur communication avec les électeurs.

***Cyrille Djami** est un spécialiste en Communication Stratégique et d'Influence, avec une vaste expérience dans le conseil aux organisations et aux personnalités publiques. Depuis de nombreuses années, il se consacre à la création et à la gestion de l'image de marque, de la réputation et de la notoriété de ses clients, avec un accent particulier sur le continent africain. M. Djami est également un mentor qui consacre régulièrement son temps à l'encadrement des étudiants en communication en Afrique. En tant qu'intervenant fréquent dans les médias, il partage souvent son expertise sur des sujets relatifs à la Communication et aux médias.*

BOOSTER VOTRE VISIBILITÉ SUR LINKEDIN Maximisez Votre Visibilité Professionnelle avec Binta Barry et Alain Gaba

Photo de famille à l'issue de la première édition de la formation

Une participante reçoit son attestation des mains de Binta Barry (à gauche)

Dans le monde professionnel actuel, la présence en ligne est cruciale pour le succès et l'avancement de carrière. Malheureusement, de nombreux étudiants et professionnels togolais ne réalisent pas pleinement les opportunités offertes par LinkedIn, une plateforme puissante mais souvent méconnue.

Pour remédier à cette lacune, Binta Barry, spécialiste en présence en ligne, et Alain Gaba, expert en relation clientèle et influent sur LinkedIn, ont uni leurs compétences pour proposer une formation exclusive. Leur objectif est d'aider les participants à exploiter pleinement le potentiel de LinkedIn en les sensibilisant à ses avantages et en leur fournissant des conseils pratiques pour renforcer leur présence en ligne et leur positionnement professionnel.

LinkedIn offre bien plus que des connexions professionnelles ; c'est une passerelle vers le développement professionnel à l'échelle mondiale. Mme Barry et M. Gaba sont convaincus que cette plateforme représente une ressource précieuse pour tous. En participant à leur formation, les professionnels auront accès à un vaste réseau de ressources, de contacts et d'opportunités d'affaires internationales. Grâce à une présence active sur LinkedIn, ils pourront ouvrir de nouvelles portes, encourager les collaborations et rester informés des tendances et des opportunités dans leur domaine d'expertise.

En résumé, la formation proposée par le duo vise à éduquer et à encourager les professionnels et étudiants togolais à tirer pleinement parti des outils et des ressources offerts par LinkedIn. En participant à cette formation, ils auront l'opportunité de renforcer leur présence en ligne, d'élargir leur réseau professionnel et de saisir de nouvelles opportunités de développement. C'est une étape cruciale pour booster leur visibilité sur LinkedIn et réussir dans un monde professionnel de plus en plus connecté.

Développons-nous... enfin ! : Jonas Daou, l'Afrique de tous les possibles

Des ouvrages qui nous parlent de l'Afrique, de son refus ou prétendu refus de développement, qui nous font part de certitudes sur le fait qu'il serait « mal parti », des prophéties qui augurent d'une ère nouvelle pour le continent, nous en avons lu et relu. Nous en avons tellement lu au point qu'en tenant entre nos mains l'essai intitulé « Développons-nous... enfin ! », l'on est en droit de se demander ce que l'écrivain et homme d'affaire togolais Jonas Aklesso Daou a comme potion magique pour une fois pour toute, nous convaincre que bien que de nombreuses analyses tendent à montrer l'Afrique comme un continent qui refuserait le développement, elle reste, quoi qu'il en soit, le cœur de notre planète, la réserve de tous les possibles.

La question a toute sa raison d'être. L'ouvrage aussi. En effet, l'auteur, à travers une analyse approfondie des enjeux socio-économiques propose des pistes pouvant favoriser le développement harmonieux de l'Afrique qui, pour peu qu'elle suive les conseils avisés contenus dans les 174 pages qui forment l'ouvrage, pourrait être demain « la locomotive du monde, comme l'Europe avant-hier, l'Amérique hier et l'Asie aujourd'hui ». D'ailleurs si tous ces continents ont tour à tour eu leur moment de gloire, pourquoi donc ne serait-ce pas le tour de l'Afrique ? Malick DAHO, dans son ouvrage intitulé « Dieu a-t-il maudit les noirs ? » n'a-t-il pas démontré que la malédiction de cham était une fausse croyance ? Pourquoi devrait-il en être autrement ?

L'horloge tourne et l'heure de l'Afrique s'apprête à sonner. Mais l'heure sonnera-t-elle quoi qu'il en soit ? L'Afrique pourrait-elle guider le monde si elle ne trouve pas elle-même la boussole qui semble lui faire défaut. Rien n'est moins sûr. Il est indéniable que les intellectuels ou leaders africains ont la capacité de diagnostic et d'organisation hors norme pour faire sonner l'horloge à l'heure juste pour l'Afrique. Mais comme le souligne Jonas Daou, il leur manque la volonté nécessaire pour se mettre dans les dispositions pour refonder leurs communautés, repenser leur avenir, l'influencer et le changer.

Jonas Daou propose alors une solution drastique : s'engager dans une réelle rupture, se réinventer, se révolter, révolutionner nos cultures, notre façon de penser et d'appréhender les choses. L'Afrique doit se retrouver et se réapproprier son identité qui en réalité ne l'a jamais quitté. Elle sommeille en chacun de ses fils et filles et n'attend que le grand sursaut pour émerger.

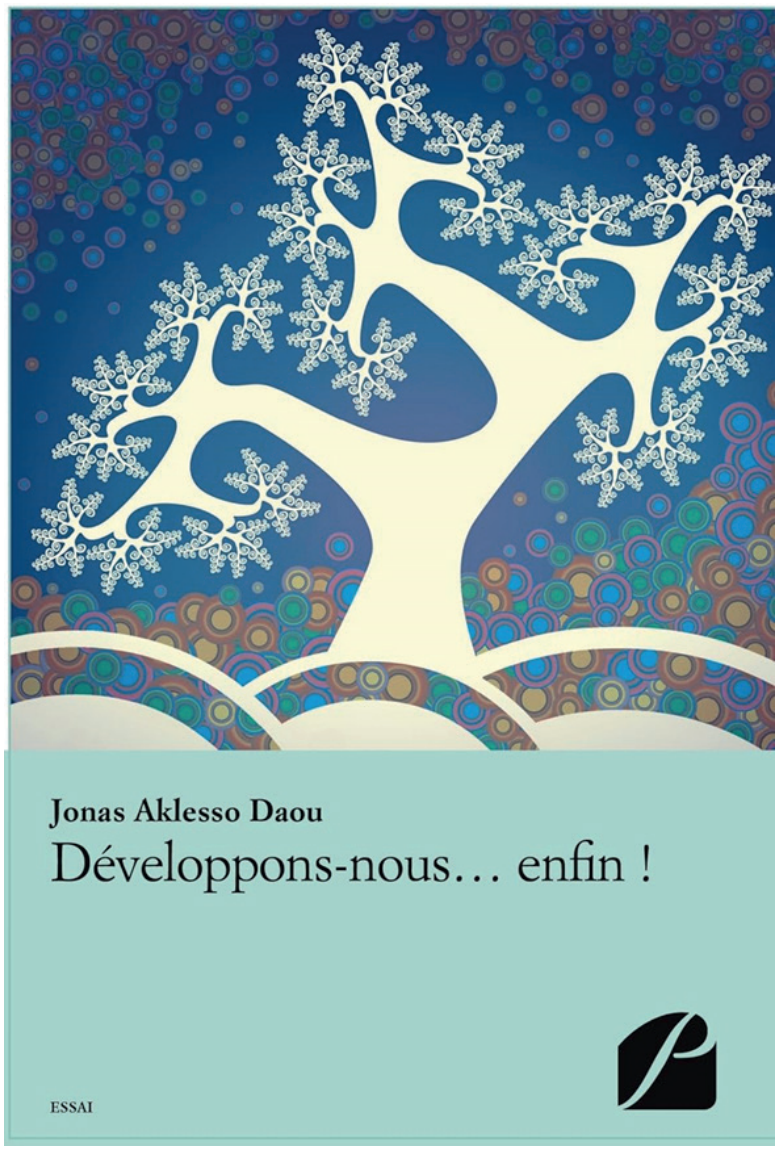
Pour y parvenir, ce ne sont pas les moyens qui manquent. Notre continent, comme tous les autres, « regorge aussi d'êtres humains créatifs, positifs et inventifs et plus encore, d'une population fortement jeune qui a une forte envie de développement, de liberté, de modernité et d'épanouissement... et il ne reste qu'à faire croiser l'ensemble de ces atouts pour catalyser l'explosion de la modernité et du rayonnement africain ». Il est temps d'utiliser la masse d'intelligence dont regorge le continent pour construire une réelle capacité africaine d'influence, une soft power qui ne saurait exister sans une dynamique axée sur l'éducation, la promotion des valeurs et cultures africaines, la maîtrise des nouvelles technologies, la justice et la confiance sociales, l'adaptation des normes sociétales et de gouvernance aux réalités spécifiquement africaines. Le développement du continent doit tout simplement lui être intrinsèque « sans qu'il ne soit besoin que celui-ci soit suggéré ou financé par les bailleurs et autres nations occidentales ».

Il convient toutefois de ne pas juste courir pour essayer de rattraper un quelconque retard. Il faut surtout se surpasser car le monde ne nous attend pas. Il importe non seulement de rattraper le retard actuel mais aussi, d'être en mesure de prendre de l'avance. Ce n'est qu'à ce titre que l'Afrique pourra espérer être demain, la nouvelle locomotive du monde. Il est donc impérieux que « les évolutions et changements à opérer maintenant soient en mesure de nous servir à devenir des initiateurs ou, à tout le moins, à être partie prenante de la prochaine révolution industrielle » et technologique.

L'auteur ne le répétera jamais assez : « l'Afrique dispose d'atouts majeurs en lien avec sa démographie et ses ressources naturelles ; il lui reste les mutations sociales pour catalyser son intelligence structurelle et nous faire jouer les rôles intrinsèques et premiers dans l'éducation, la sécurité, la promotion culturelle, la recherche pour que nous puissions enfin nous développer... ! »

Au final, « Développons-nous... enfin ! » est un appel qu'un afro-optimiste lance à tous ceux qui désespèrent, un cri du cœur pour leur dire que tout est encore possible car les africains peuvent, au risque de ne plus exister, façonner cette Afrique, havre de paix, de croissance, d'épanouissement, cette Afrique locomotive du monde de demain.

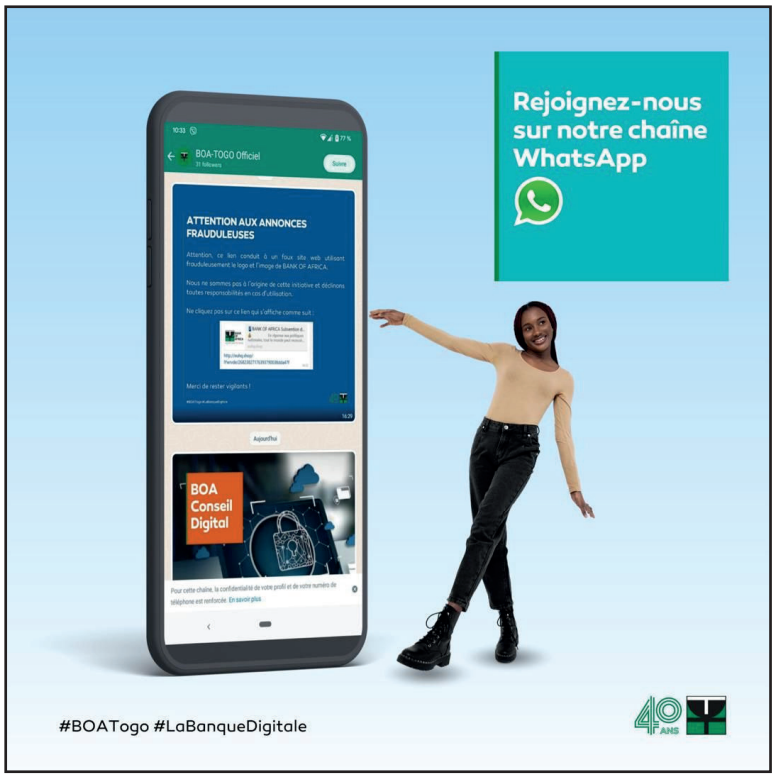
Steve BODJONA
Diplomate & Ecrivain



Développons-nous...enfin ! (essai), les éditions du Panthéon, mars 2016, 176 pages, 10 000 FCFA.

Du même auteur :

L'autre coupable (roman), Editions l' Harmattan, janvier 2018.
« Il était une fois la déséconomie : un voyage dans le monde 2020 de la COVID-19» de Jonas A. DAOU, essai, autoédition, septembre 2020.



IMAGINE DEMAIN
Bimensuel togolais d'information générale
Récipissé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur Général
Tété B. MENSAH-BOBOE
boboejoseph@gmail.com
Tel : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant:
Jean-François Pollet

Directeur de publication
ANIKA Koffi Amen
Tél : +228 91024439

Comité de Rédaction:
Joseph Mensah-Boboe
Gilles Lawson

Service commercial:
(+228) 70353590 / 93231786 / 79483748

Mise en page
A. Maxime +228 91 08 91 02

Imprimerie
Light Print, Qt Forever
1000 exemplaires)

Distribution
DAMALI Kossi

Contacts
Avepozo Ibomonou
Tél: (+228) 70353590 / 93231786

PUBLICITÉ

Nadiaka
«Habiller l'Afrique, Habiller le Monde»
275 Boulevard du 13 Janvier,
à côté du Restaurant la Casa (face CNTT) ,
Hanoukopé.